

Marseille : la France retrouve ses soldats



Le dénouement de l'attaque meurtrière de dimanche à Marseille par un Arabe musulman contre des civils français montre un tournant important dans la guerre. Pas tellement dans la guerre contre les ennemis extérieurs qui nous l'ont déclarée et qui tuent, mais dans celle contre les ennemis intérieurs qui collaborent avec les autres, nous trahissent et pavent leur chemin de conquête : politiciens mous et complaisants, médias corrompus, juges Murdécon complices objectifs de l'adversaire. Car contre ceux-là nous sommes aussi en guerre. Ce tournant est positif et il convient de le souligner.

J'ai dénoncé dans mon billet du 9 août dernier, à propos de l'attaque de militaires participant à l'opération Sentinelle à Levallois, l'étau réglementaire et juridique qui tend à enfermer le soldat dans la quasi-incapacité à agir, en le bridant dans sa possibilité d'utiliser ses munitions, ce qui a été terriblement le cas pendant deux ans, et surtout dans le recours abusif à la notion de « légitime défense », qui rend

le soldat, a priori, passible de devoir répondre de son action devant un petit juge, souvent, a priori aussi, malveillant.

Le comble de cette monstruosité a été atteint lors de l'affaire du Bataclan : il y avait sur place des soldats armés qui se sont retrouvés dans l'impossibilité d'agir. Le pouvoir politique, le criminel pouvoir politique, aveugle, imprégné idéologiquement de ses préjugés, a préféré laisser se perpétrer les assassinats par dizaines plutôt que de lever l'interdiction qu'il avait donnée aux militaires d'utiliser leurs armes.

Dimanche, les soldats ont tué l'assaillant après qu'il eut tué lui-même deux personnes. Notons tout d'abord que ce ne sont ni des policiers, ni des gendarmes, ni des gardes de sécurité de la SNCF qui ont arrêté l'agression, mais des militaires. Ceux qui osaient mettre en doute l'utilité et l'efficacité de l'opération Sentinelle n'ont plus qu'à se taire.

Mais surtout, il est clair, évident, que les militaires aient respecté ou non les sommations règlementaires, qu'en tuant le tueur, ils l'ont empêché de commettre d'autres probables meurtres qui, sans leur intervention rapide et déterminée, auraient suivi les premiers.

Un immense sentiment de soulagement, et de reconnaissance à l'égard de ses soldats, a envahi les Français. Et ça, rien n'a pu l'arrêter. Personne ne peut le nier. C'est un tsunami d'approbation. Même si les propos balbutiants et presque embarrassés du ministre Collomb à l'égard des militaires concernés ont été plutôt dissonants. En tous cas conformes à l'antimilitarisme ambiant et largement répandus dans toutes les couches de la société, et qui, dans l'affaire, en ont pris un coup.

Par cette approbation massive, totale et chaleureuse, doublée de reconnaissance et d'estime évidentes, le peuple français a moralement coupé l'herbe sous le pied de tout juge Murdécon qui oserait prétendre avoir la légitimité de s'immiscer dans

l'action militaire, celle-ci comme toute action militaire.

C'est très important. Par cette légitimation publique et populaire de leur action de dimanche, les soldats ont recouvré, quoique dans une mesure limitée mais fortement symbolique, la plénitude de leur capacité d'action. La France a retrouvé ses soldats, et les soldats ont retrouvé leur pays.

Dans la guerre contre l'Islam conquérant, et contre les traîtres qui le soutiennent en France, le combat de dimanche aurait-il quelque chose de la bataille de Koufra, qui vit le colonel Leclerc et l'armée française, pour la première fois depuis la déroute du printemps 1940, combattre avec succès l'ennemi ? Je suis vraiment très enclin à le penser.

Robert Guillemard